



Un long portrait est consacré au ministre de la justice dans l'édition en kiosque cette semaine

Fidèle à une habitude qui semble s'ancre au fil des numéros qu'il consacre au Cameroun, l'hebdomadaire Jeune Afrique fait des pronostics sur les potentiels successeurs du président camerounais Paul Biya. Dans sa livraison en kiosque cette semaine, le journal édité à Paris présente le ministre d'Etat chargé de la justice garde des sceaux comme LE successeur du dirigeant octogénaire.

Le long article qui fait cette « révélation » dit de cet homme issu de la sphère ethnique Sawa que bien que dans les cercles du pouvoir depuis des décennies il n'est pas parmi les plus célèbres des collaborateurs de Paul Biya. « L'un des vétérans de la galaxie du pouvoir en est aussi le plus méconnu. Oh, on a bien remarqué qu'il s'est laissé pousser une moustache poivre et sel - une coquetterie sans doute destinée à mieux faire ressortir une autorité et un courage dissimulés derrière des traits rondouillards », écrit Georges Dougueli.

Le journaliste camerounais confirme la réputation d'homme dur qui est celle de ce magistrat de formation. « Ses yeux, en revanche, ne sourient jamais et confortent ses détracteurs qui décrivent tous un personnage dur et froid. Le sénateur des Français de l'étranger, Jean-Yves Leconte l'a rencontré à plusieurs reprises lorsqu'il s'efforçait de faire libérer l'avocate franco-camerounaise Lydienne Yen Eyoum. "Je l'ai ressenti exactement comme on le décrit". confirme-

t-il. »

Jeune Afrique en déduit que Laurent Esso et son patron de président de la République se ressemblent. Ce sont, selon le news magazine panafricain « deux misanthropes, hypochondriaques, d'une discrétion remarquable aimant exercer le pouvoir loin de la lumière ». Dans ce portrait inédit Jeune Afrique fait valoir que le ministre a contribué à aggraver la crise anglophone par ses réactions et réponses aux problèmes posés par les avocats anglophones par exemple.

Le journal de Béchir Ben Yahmed relaie les accusations qui font de l'homme d'affaires Jean-Pierre Amougou Belinga le prête-nom d'Esso. Il soutient qu'il est désormais seul dans le jeu du pouvoir depuis le départ vers le conseil constitutionnel de Jean Foumane Akame qui bloquait certains dossiers de l'Opération Epervier. L'on découvre également un Laurent Esso qui prendrait tout son temps pour traiter les dossiers. A ses collaborateurs pressés, il a souvent une ces mots : « Les urgences, c'est à l'hôpital ».

Ci-dessous, l'intégralité de l'article consacré à Laurent Esso par Jeune Afrique

Depuis 1982, l'inamovible Laurent Esso évolue dans les allées du pouvoir, toujours sous l'aile de Paul Biya. Et de protégé à potentiel héritier, il n'y a souvent qu'un pas.

Laurent Esso n'a peur de rien. Les nuits de ce pilier du régime de Paul Biya ne sont pas troublées par le spectre des remaniements ministériels. A 75 ans dont vingt-huit passés au sein du gouvernement, il en a vu d'autres. Le 2 mars dernier a eu lieu l'un de ces séismes annonçant la sortie du gouvernement et la descente aux enfers des personnes limogées. Mais cette fois encore Esso a conservé son titre de ministre d'Etat tout en étant maintenu à la tête du département de la Justice.

Il reste donc le grand accusateur de l'opération Epervier avec en cette fin mars une nouvelle campagne d'arrestations. Le dossier brûlant de l'heure: l'ancien ministre de l'Eau, Basile Atangina Kouna tout juste remercié, a été interpellé le 22 mars au Nigeria et renvoyé manu militari à Yaoundé où il doit être présenté à un juge du Tribunal criminel spécial. Ce proche de l'ambitieux ministre des Transports.

Edgar Alain Mebe Ngo'o lui aussi congédié le 2 mars n'est pas le seul à faire attendre les juges d'instruction. Une liste d'illustres justiciables circule en haut lieu. Et de Douala à Yaoundé, on va encore accuser Esso d'essayer d'éliminer ou d'affaiblir ses rivaux potentiels ou avérés dans la course à la succession de Paul Biya. C'est un paradoxe. L'un des vétérans de la galaxie du pouvoir en est aussi le plus méconnu. Oh, on a bien remarqué qu'il s'est laissé pousser une moustache poivre et sel - une coquetterie sans doute destinée à mieux faire ressortir une autorité et un courage dissimulés derrière des traits rondouillards.

Ses yeux, en revanche, ne sourient jamais et confortent ses détracteurs qui décrivent tous un personnage dur et froid. Le sénateur des Français de l'étranger, Jean-Yves Leconte l'a rencontré à plusieurs reprises lorsqu'il s'efforçait de faire libérer l'avocate franco-camerounaise

Lydienne Yen Eyoum. "Je l'ai ressenti exactement comme on le décrit". confirme-t-il.

Mais qui connaît vraiment cet homme secret? Un constat s'impose: il est fait du même bois que son mentor, le président Paul Biya. Deux misanthropes, hypo- narcissiques, d'une discrétion remarquable aimant exercer le pouvoir loin de la lumière.

Comme le chef de l'Etat, Esso est peu mondain. Une juge prétend l'avoir vu danser un 8 mars sur un tube de musique urbaine après un repas offert aux magistrates de Yaoundé, comme il est de tradition lors de la Journée internationale des droits des femmes... Mais le nom de Laurent Esso n'a jamais été associé aux noceurs du gouvernement - étonnant pour un Sawa, ce groupe bantou de la côte camerounaise dont il est originaire et qui est réputé pour son goût de la fête.

Raideur juridique

Tout comme Biya, Esso n'est pas un tribun. C'est un bureaucrate peu à son aise dans le domaine politique, incapable d'assouplir la raideur juridique qu'il a héritée de sa formation de magistrat. Le déclenchement de la crise anglophone en est l'exemple le plus récent. Celle-ci fut à l'origine, un mouvement d'humeur des avocats auquel le garde des Sceaux n'a su apporter de réponse. Des avocats en grève pour obtenir des réformes ?

Cela n'a aucun sens pour Laurent Eues qui ne se prive pas de le faire savoir. "Si un avocat refuse de se rendre au tribunal, il ne s'agit pas pour nous d'une grève mais d'un abus de confiance de l'intéressé qui s'est fait payer par son client mais n'a pas accompli sa mission en contrepartie», assure-t-il en août 2017 à Bruxelles, lors d'une tournée d'explication auprès de la diaspora camerounaise. "Tous les tribunaux du Nord- Ouest et du Sud-Ouest ont parfaitement fonctionné pendant cette grève parce que nous tenions à manifester l'Indépendance du pouvoir judiciaire pur rapport aux turbulences politiques » ajoute-t-il.

Et lorsqu'il évoque l'autre revendication des avocats anglophones, relative à la traduction en anglais des textes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), le ministre n'y va pas non plus avec le dos de la cuillère : « Tous les textes ont été traduits et publiés au Journal officiel en 1999. Je suis étonné de voir qu'on peut être avocat sans lire le Journal officiel. Et on en fait aujourd'hui un prétexte pour enter une crise ».

Pour finir, il assène : «Des avocats [maltraités par la police alors qu'ils tentaient de manifester] ont reproché au ministre de la Justice de ne pas les avoir protégés. Encore une fois, je croyais avoir affaire à des juristes. L'immunité d'un avocat est valable dans la salle d'audience. Pas en dehors. ». La « mission d'explication » avait pour but d'apaiser les tensions, elle fut un fiasco. Le gouvernement est apparu arrogant. Et les revendications se sont durcies.

Très procédurier

Le modèle de Biya, toujours, Esso entretient - ou met en scène - une distance vis-à-vis du monde de l'argent. Son nom a été cité dans l'affaire Albatros, liée à l'achat avorté d'un avion présidentiel. Un procès à tiroirs qui a emporté Mania Hatnidou Yaya et Jean Marie Atangana Mebara, deux de ses prédécesseurs au secrétariat général de la présidence. Mais, vérification

faite, aucune charge n'a été retenue contre Esso.

On lui attribue par ailleurs des prête-noms, à l'instar de son ami Amougou Belinga, un patron de presse proche du parti au pouvoir. Mais là aussi, rien n'a jamais pu accréditer cette allégation. Il faut dire que « Monsieur Propre » est procédurier. Il n'hésite pas à déposer plainte contre ceux qui menacent sa réputation de probité.

Ainsi a-t-il attaqué en justice feu Emmanuel Etoundi Oyono, alors directeur du Port autonome de Douala, pour « complicité de faux et usage de faux ». Il a obtenu sa condamnation à trois ans de prison avec sursis après que des journalistes ont tenté de lui extorquer de l'argent sur la base d'un faux document l'incriminant dans une affaire de rétrocommissions - un document qui avait été fabriqué par Etoundi Oyono.

Enfin, A l'instar de son mentor, Esso est un homme craint. Dans sa gestion des affaires de l'Etat, il n'a aucun état d'âme. Il n'y a qu'à lire certaines correspondances administratives. Lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, Essimi Menye l'avait saisi à propos d'un questionnaire que lui avait adressé un enquêteur de la police judiciaire.

La réponse d'Esso tenait en cinq lignes. Dans un style télégraphique et très sec, le garde des Sceaux le renvoyait dans ses cordes. Limogé en 2015, Essimi Menye s'est depuis exilé aux Etats-Unis. Depuis le début du mois de mars, le traitement des affaires en instance devant le Tribunal criminel spécial s'est accéléré. Et cela pourrait bien avoir un lien avec la nomination au Conseil constitutionnel de Jean Foumane Akame, jusqu'alors conseiller juridique du Chef de Etat.

Le départ de ce proche du président accroît de fait le pouvoir d'Esso, désormais débarrassé d'un filtre qui entravait, parfois, la décision de poursuivre ou non un haut commis de l'Etat.

Mais que peut bien trouver Biya à cet homme pour lui accorder un bail à durée indéterminée au gouvernement? Esso est arrivé à la présidence dès 1982, quelques semaines avant qu'il accède à la magistrature suprême, occupant les postes de conseiller technique puis de conseiller spécial. Il a quitté un temps Etoudi pour prendre la direction de l'université de Yaoundé. Mais en 1988 il est revenu à la présidence comme secrétaire général adjoint puis directeur du cabinet civil - il le restera pendant sept ans.

Il a ensuite enchaîné les ministères (Justice, Santé, Défense et Relations extérieures) avant de faire son retour auprès de Paul Biya, en septembre 2006, comme secrétaire général de la présidence, où il officiera jusqu'à ce qu'il soit à nouveau nommé à la justice, en décembre 2011. Sans doute le président apprécie-t-il sa conception de l'homme d'Etat, faite de distance et de hauteur.

Laurent Esso ne traite aucun dossier sous pression, rembarant ses collaborateurs avec une formule désormais culte : « Les urgences, c'est à l'hôpital ».

Carte à jouer

Populaire, le ministre ne l'est pas. Aristocrate issu d'une grande famille du canton Dario, dans le

5è arrondissement de Douala, il paie son hésitation à mettre les mains dans le cambouis politique. Son frère aîné, Rene Eso Elok, décédé en avril 2013, était plus apprécié : diplômé des Ponts et Chaussées de Paris, il avait introduit en 1972 le chant polyphonique au Cameroun en fondant le célèbre Chœur madrigal. Depuis quelques années, Eso essaie malgré tout de rattraper son retard en multipliant les sorties sur le terrain.

Conscient du fait que, pour avoir une chance de sortir victorieux de la bataille de succession qui va inéluctablement s'engager à la tête de l'Etat, il doit consolider sa base politique. Selon une théorie largement partagée, la stabilité de ce pays aux 260 langues serait mieux assurée si le prochain président était issu d'un groupe minoritaire et non de l'un des grands blocs ethno-régionaux qui se regardent en chiens de faïence. Eso le sait, il a une carte à jouer

Source: cameroon-info.net
